



A l'évidence, Emmanuel Macron, son gouvernement et sa majorité parlementaire, persistent et signent dans leur volonté de mettre en œuvre une politique dévastatrice pour le monde du travail.

Les politiques publiques, les services et l'emploi publics, sont un des cœurs de cible de cette entreprise de démolition avec notamment d'innombrables abandons et privatisations de missions, de fermetures et de regroupements d'administrations, de services et d'établissements, la poursuite de la précarisation de l'emploi par le recours encore plus massif au non-titulariat, la destruction des droits et des garanties des personnels.

Dans le même temps, alors que les services sont d'ores et déjà exsangues et ne disposent plus des moyens nécessaires à la mise en œuvre des missions, les projets de loi de finances et de financement de la Sécurité sociale au titre de l'année 2020 sont marqués une nouvelle fois du sceau de l'austérité et d'économies supplémentaires à faire.

Celles et ceux qui gouvernent organisent une dégradation toujours plus conséquente des conditions de vie au et hors du travail avec le gel prolongé du salaire des agents, l'asphyxie budgétaire des politiques dédiées à l'action sociale, à l'hygiène, à la sécurité et aux conditions de travail, la casse des instances de consultation des salariés avec y compris la suppression des CHSCT.

S'ajoute enfin le projet Macron-Delevoye de contre-réforme systémique des régimes de retraite dans l'objectif d'allonger encore le temps de la vie passé au travail et d'abaisser le niveau des retraites et des pensions.

Trop, c'est trop, d'autres choix sont possibles et s'imposent !

C'est ce qu'ont affirmé haut et fort ce jeudi 14 novembre les personnels des trois versants constitutifs de la Fonction publique et plus particulièrement encore ceux de la santé et de l'action sociale, des finances, des services départementaux d'incendie et de secours, les originaires de l'Outre-mer, par la grève, dans les manifestations et les rassemblements organisés sur l'ensemble du territoire.

Il relève de la responsabilité des pouvoirs publics de répondre aux revendications portées pour le maintien, la reconquête et le développement des politiques publiques, l'octroi des moyens de fonctionnement nécessaires, l'amélioration des conditions de travail, sans lesquels les services publics ne seront plus au service de l'intérêt général, des citoyen-n-es et du progrès social.

Dès à présent, la CGT appelle les personnels à se réunir en assemblées générales pour débattre et décider des suites à donner à cette mobilisation d'ampleur afin de gagner sur leurs légitimes revendications.

D'ores et déjà, la CGT appelle les personnels à se mettre en grève et à participer aux manifestations interprofessionnelles, à partir du 5 décembre 2019, pour la défense et l'amélioration de nos systèmes de retraite.

fichiers:



[Télécharger 201_-_cp_de_la_cgt_-_mobilisation_14-11.pdf](#) (65.72 Ko)

Public: [Luttes 2019](#)

- [=A](#)
- [±A](#)
- [Version imprimable](#)
- [version PDF](#)

Leave this field blank
